



PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le **22 AOÛT 2023**

Arrêté préfectoral portant mise en demeure n°ICPE-2023-054

Installations Classées pour la Protection de l'environnement

**Société AXIA
Commune d'ESSERTS-BLAY (73540)**

*Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques*

VU le code de l'environnement, notamment le livre I^{er}, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

VU le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral SCPP n°22-2023 du 22 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA POUGET à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay ;

VU l'arrêté préfectoral n° ICPE-2022-060 du 18 août 2022 portant prescriptions complémentaires ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 26 juin 2023 proposant de mettre en demeure la société AXIA de déposer une actualisation de l'étude de dangers de son site d'Esserts-Blay, et transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que, lors de la visite du 13 juin 2022 sur l'emprise de l'établissement, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté la difficulté pour les services de secours d'utiliser la plateforme de pompage existante en cas d'incendie (pompan dans le lac jouxtant le site au sud) ;

CONSIDERANT que suite aux constats relevés lors de la visite d'inspection du 13 juin 2022, l'exploitant devait communiquer à l'inspection des installations classées, au plus tard le 15 octobre 2022, une mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° ICPE-2022-060 du 18 août 2022 portant prescriptions complémentaires ;

CONSIDERANT l'ancienneté relative de l'étude de dangers (dernière étude complète transmise en janvier 2010) ;

CONSIDERANT que les risques d'incendie des stocks de déchets métalliques notamment, doivent être réévalués du fait des batteries au lithium qui sont désormais susceptibles d'être présentes de manière diffuse au sein des flux de déchets pris en charge par l'exploitant, compte tenu de l'accidentologie récente ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à une mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas satisfait aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 18 août 2022 en adressant avant le 15 octobre 2022 la mise à jour de l'étude de dangers ;

CONSIDERANT qu'au vu des éléments qui précèdent, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la maîtrise des risques, notamment pour éviter, voir limiter les incidences d'un incendie au sein de son établissement ;

CONSIDERANT qu'il convient pour cela de faire usage des dispositions des articles L. 171-8 du Code de l'environnement précité ;

CONSIDÉRANT que la société AXIA a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

A R R Ê T E

EXPLOITANT

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la société AXIA, représentée par son président M. Anthelme TUMBACH (SIRET 39822926000011), et dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse.

Article 1. Mise à jour de l'étude de dangers

L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées, sous un délai n'excédant pas trois mois, une mise à jour de l'étude de dangers de son établissement d'Esserts-Blay conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° ICPE-2022-060 du 18 août 2022 portant prescriptions complémentaires.

Les points suivants devront notamment être examinés :

- évolution des aléas liés à la présence possible de batteries au lithium au sein des flux de déchets, et prise en compte de l'accidentologie récente
- ilotage des tas de déchets métalliques
- localisation d'une ou deux aires d'étalement des déchets pour extinction
- évaluation des besoins en eau d'extinction (mise à jour de la fiche D9)
- validation du lac en tant que point d'eau utilisable pour la DECI : volume disponible (curage si nécessaire, puis bathymétrie), hauteur d'aspiration, aménagements (plateforme d'aspiration, colonnes, poteaux d'aspiration...).
- proposition de moyens d'extinction complémentaires aux moyens existants
- vérification des besoins de confinement des eaux d'extinction (mise à jour de la fiche D9A) et des moyens disponibles
- renforcement éventuel de la hauteur des murs coupe-feu du hangar DND/OM, spécialement vis-à-vis de l'exposition de la plateforme de pompage existante et de sa voie d'accès aux flux thermiques.

Article 2. Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai susmentionné.

Article 4. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le maire d'Esserts-Blay.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale

Laurence TUR